

# CHAPITRE 15

## LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1940)

En même temps que débutait l'année 1940, commença la deuxième année de la crise en Europe. Le conflit n'était pas encore devenu la guerre sanglante. La plupart des Français pensaient que les adversaires pousseraient quelques grognements belliqueux contre l'adversaire, puis se désengageraient et commenceraient à négocier la paix. Ni les Allemands ni les Anglais, ni les Français ne voulaient vraiment se battre. Il n'y avait aucune raison de le faire puisque Hitler avait rétabli l'Allemagne dans ses frontières.

Pendant tout ce temps-là, nous avons été occupés par un projet : former une unité militaire russe afin d'aider la Finlande dans sa lutte contre les communistes. Nous avons demandé à N.N. Gren, notre représentant à Londres, de se joindre à nous. Son arrivée à Saint-Briac coïncida avec celle du colonel et professeur Zaïtsev, du colonel Hitrovo et du prince Volkonsky. Ils se réunirent tous le 10 janvier 1940 pour l'élaboration coordonnée de notre plan d'action, qui devait être mis en application en cas de réponse positive de la Finlande. Nous espérions pouvoir agir par l'intermédiaire de Churchill à Londres et à travers les cercles de la Marine à Paris, où nous avons des relations.

Gren partit le 12 janvier 1940. Le grand-duc lui demanda de dire au directeur sous les ordres duquel il avait travaillé à Stanford qu'il ne pourrait pas reprendre son travail de stagiaire par suite de la crise européenne.

Le professeur Zaïtsev revint à Saint-Briac le 27 janvier pour évaluer brièvement les progrès académiques de Wladimir Kirillovitch ; il fut logé, comme d'habitude, dans ma villa. Il repartit deux jours plus tard, très satisfait de son élève.

Le jeune C.L. Stefanovitch arriva le 9 février. J'avais insisté pour qu'il soit invité car mon fils, Volodia, était reparti à Paris au début de janvier pour reprendre ses études d'ingénieur, laissant Wladimir Kirillovitch sans compagnon. Le grand-duc connaissait bien Constantin Stefanovitch, ils avaient été proches compagnons pendant la période allant de 1931 à 1933.

Le 16 février 1940, I. I. Lodyjensky arriva. Il travaillait dans une organisation de la Société des Nations, (SDN) qui s'occupait d'oeuvres charitables. Son poste lui donnait la possibilité de voyager à travers de nombreux pays. Il venait solliciter l'autorisation de s'adresser aux émigrés russes pour leur demander de soutenir un effort pour la paix. La proposition paraissait irréaliste. Lodyjensky le comprenait, mais il avait un but caché. Pendant ses voyages lointains, il avait observé qu'en étalant leur position politique confuse, les émigrés russes se faisaient mal voir. Il pensait que dans tous les pays, les émigrés russes auraient été bien inspirés d'adopter une position neutre en se prononçant ouvertement pour la paix. Le clergé orthodoxe, en particulier, aurait dû lancer des appels en faveur de la paix, comme le faisait le clergé des autres religions. Lodyjensky nous donna un exemplaire du texte du message qu'il se proposait de diffuser. Je ne pouvais approuver ni son contenu ni son style.

Le grand-duc ne fut pas d'accord non plus avec ces idées. Considérant que la position des émigrés russes très dispersés était extrêmement délicate, il était d'avis que ces émigrés devaient s'abstenir de provoquer les populations locales en évitant les discussions politiques et en soutenant tacitement les intérêts des pays qui leur avaient donné asile. De plus, il croyait que tout appel en faveur de la paix devait émaner du Chef de l'Eglise russe en exil, le métropolitain Anastase. Le grand-duc fit comprendre clairement qu'il ne pouvait, en aucune circonstance, dicter une position politique à l'émigration. Il apaisa ensuite Lodyjensky en acceptant d'écrire au métropolitain Anastase pour lui suggérer d'encourager des prières pour la paix dans toutes les églises russes.

Lodyjensky s'avéra néanmoins être une personnalité intéressante. Par lui, nous avons appris beaucoup de choses sur les efforts de la S.D.N. pour aider les populations des pays pauvres. Il était aussi très au courant des sentiments des gens au sujet de la guerre en Belgique, en Yougoslavie, en Bulgarie et dans quelques autres pays.

Le 22 février 1940, le grand-duc organisa une réception pour tous les Russes qui se trouvaient à Saint-Briac. L'arrivée du colonel prince Cantacuzène comte Speransky coïncida avec la réception. Le colonel était un ancien membre de la garde de sécurité à Saint-Briac. Il avait maintenant la cinquantaine. Il expliqua qu'il était simplement venu distraire Wladimir Kirillovitch, geste plein d'attention. Il était très bavard et gai, il racontait des blagues et des histoires sur la vie à Saint-Pétersbourg et dans son régiment. Wladimir Kirillovitch prenait plaisir à écouter ses histoires, mais je me demande si le colonel avait un effet bénéfique sur le moral du grand-duc.

Au cours de cette période, Botkine organisa un déjeuner en l'honneur du grand-duc, déjeuner auquel l'entourage du grand-duc fut aussi invité. Le repas fut excellent, justifiant pleinement les efforts de Madame Botkine et de ses deux filles, les comtesses Belevsky et Golovine. Golovine, ancien ambassadeur russe à Berlin, était un homme intéressant qui, dans sa vie, avait amassé une riche expérience. Wladimir Kirillovitch et Cantacuzène vinrent me rejoindre chez moi après la réception Botkine et restèrent longtemps à bavarder autour d'une tasse de thé.

Le 10 mars 1940, il y eut une représentation théâtrale à la villa du grand-duc. Les acteurs étaient les enfants du Lycée russe, dirigés par leurs professeurs, Mesdames Lazareva, Abramova et Dournovo. Elles étaient aidées par les officiers de la garde de sécurité, les capitaines de cavalerie Kloboukov et Rausman, qui habitaient en permanence à Saint-Briac parce que la guerre rendait le roulement très compliqué.

Je mentionne ces faits de peu d'importance pour montrer combien notre vie à Saint-Briac durant cette période était calme et paisible et pour montrer qu'elle allait bientôt se terminer. Un des premiers signes de la fin de la période « drôle de guerre » fut la rencontre entre Hitler et Mussolini, le 18 mars 1940, au col du Brenner dans les Alpes. Les négociations furent entourées du plus grand secret, mais la presse était convaincue qu'on y avait discuté d'actions importantes qui seraient bientôt entreprises par l'Allemagne et son alliée l'Italie.

Le 5 avril 1940, le colonel Hitrovo fut avisé par l'ambassadeur finlandais du rejet par le maréchal Mannerheim de notre plan consistant à envoyer un détachement de volontaires en Finlande.

La terrible nouvelle de l'ultimatum allemand au Danemark et à la Norvège fut annoncée par la radio le 9 avril 1940. Hitler exigeait de ces deux nations qu'elles deviennent des protectorats allemands, sous le prétexte bien mince que l'Allemagne pourrait alors les « protéger contre une occupation par l'Angleterre et la France ». Le Danemark se soumit et le jour même, il fut occupé par les Allemands. La Norvège résista, et les navires allemands firent rapidement leur apparition devant les ports norvégiens. Narvik se rendit, Trondheim résista faiblement avant de se rendre, mais Bergen résista résolument, réussissant à endommager le croiseur léger *Königsberg* avant que les Allemands bombardent le port, débarquent des troupes et prennent la ville. Après une courageuse résistance, Kristiansand fut forcé de capituler. Puis, au cours de la nuit du 8 avril, le cuirassé de poche *Lutzow*, le croiseur cuirassé *Blücher* et le croiseur léger *Emden* pénétrèrent dans le fjord d'Oslo. Le mouilleur de mines norvégien *Olaf Triggerson* réussit à poser dans le chenal des mines qui endommagèrent l'*Emden* et coulèrent le destroyer venant à son secours. Plus profondément à l'intérieur du fjord, le *Blücher* sauta et le *Lutzow* fut sérieusement endommagé par les mines. L'attaque par la mer fut ainsi repoussée, mais les Allemands avaient lâché des parachutistes et occupé facilement la capitale Oslo. Le roi et son gouvernement

s'échappèrent par les collines et plus tard, le roi réussit à gagner l'Angleterre. Ni les Anglais ni les Français n'apportèrent de l'aide aux Norvégiens<sup>1</sup>.

Le soir du 10 avril 1940, à Dinard, le grand-duc assista à un gala organisé au profit des soldats français.

Le 11 avril, le professeur Zaïtsev arriva, comme d'habitude. Nous écoutâmes avec intérêt son analyse de l'action militaire allemande au Danemark et en Norvège. Maintenant la Norvège et ses fjords serviraient certainement de base aux sous-marins et aux navires allemands pour attaquer les convois anglais et américains. Zaïtsev resta plus longtemps que d'habitude cette fois-là car il attrapa une otite et le docteur lui interdit de prendre le train. Pendant tout son séjour, chaque fois qu'il en avait la force, il donnait des leçons au grand-duc. Il partit le 29 avril. Le 14 avril, la flotte allemande avait abandonné Narvik sous la pression norvégienne, mais pas pour longtemps. Le 26 avril 1940, l'Allemagne annonça son intention d'occuper toute la Norvège à l'exception des régions montagneuses. Tout le monde se demandait ce qui allait se passer ensuite.

Le 30 avril, ce fut Pâques. La fête eut lieu dans la maison occupée par le Lycée russe. Les offices religieux furent célébrés par le Père Jean qui se trouvait à Saint-Briac pour la première fois. Les quelque quarante Russes encore à Saint-Briac se rassemblèrent pour cette occasion.

C.L. Stefanovitch partit le 5 mai. Les autres Russes s'en allaient aussi. Il était temps de reprendre le travail. Beaucoup de parents ramenèrent leurs enfants à Paris. Saint-Briac se vidait de ses Russes.

Ce fut le 10 mai que nous apprîmes que Hitler avait envoyé un ultimatum à la Hollande, à la Belgique et au Luxembourg. Des divisions motorisées allemandes envahissaient déjà la Belgique et la France sur toute la longueur du front. La Hollande essaya de résister, mais ne tint pas longtemps ; au bout de cinq jours, elle fut entièrement occupée par les Allemands. La reine et sa famille réussirent à se réfugier en Angleterre. La Belgique répliqua par sa courageuse résistance habituelle, mais lorsque, le 15 mai, les Allemands enfoncèrent la ligne de front et que les troupes françaises et anglaises firent retraite vers Dunkerque, le roi Léopold signa la capitulation de la Belgique et resta captif dans son pays.

Il y avait un autre aspect dans cet assaut majeur : les divisions allemandes perçaient les lignes françaises et avançaient vers le Ssud. La « Ligne Maginot » avait été débordée par les flancs et laissée à l'arrière. Quelques divisions allemandes marchaient vers Paris pendant que d'autres se dirigeaient sur Dunkerque pour couper la retraite aux Anglais et aux Français qui se déplaçaient dans cette direction. La vraie guerre avait finalement commencé d'une manière décisive le 10 mai 1940.

Le 24 mai, le grand-duc Gabriel Constantinovitch, avec sa femme et la soeur de sa femme, arrivèrent à Saint-Briac ; ils demandèrent au grand-duc de leur donner refuge devant l'inévitable occupation de Paris par les Allemands et le danger que courraient les Parisiens au cas où les Français résisteraient. Le grand-duc Wladimir Kirillovitch fut heureux d'aider son oncle. Le grand-duc Gabriel Constantinovitch et sa femme furent logés dans la villa principale et sa soeur fut hébergée chez moi. Tous les trois étaient des gens charmants, et c'était un plaisir de les avoir à Saint-Briac.

L'armée allemande ne rencontrait qu'une faible résistance de la part des Français, même sur leur propre territoire. Les tanks allemands harcelaient les arrières des Français dont les colonnes faisaient retraite vers Paris et la Manche. Les renseignements confus et contradictoires donnés par la radio et les journaux français ainsi que la confusion apparente du gouvernement français répandaient la peur et la panique dans la population.

On commençait à sentir l'anxiété et la détresse à Saint-Briac. De longues colonnes de réfugiés passaient ; ils venaient de Hollande, de Belgique et du nord de la France. Ils arrivaient dans des voitures surchargées de passagers et de bagages. Des matelas étaient

---

<sup>1</sup> Il convient de signaler quelques omissions, en particulier la présence en Norvège d'un corps expéditionnaire allié et reprise temporaire de Narvik en mai 1940 par les Français et les Polonais du corps expéditionnaire du général Béthouart (la traductrice)

fixés au toit de certaines autos pour les protéger contre les mitrailleuses des avions allemands. Les réfugiés faisaient courir des rumeurs sur les brutalités allemandes et l'état de chaos dans lequel se trouvait l'armée française qui faisait retraite vers le Sud, sans offrir de résistance. Ils prétendaient que les Allemands atteindraient bientôt Saint-Briac et ils nous exhortaient à partir avant qu'il ne fût trop tard, mais ils ne savaient pas nous dire où aller et, de toute façon, ils étaient incapables de nous dire pourquoi il fallait partir. Ils achetaient de l'essence et des provisions et poursuivaient leur route.

Le 3 juin, Paris subit son premier raid aérien. Ce furent surtout les usines automobiles Citroën et Renault qui furent touchées, mais quelques bombes tombèrent par erreur sur les quartiers résidentiels. Les Parisiens furent saisis de panique, pensant que les Allemands avaient l'intention de détruire Paris. Ils abandonnaient leurs biens et fuyaient vers le Sud.

Notre région côtière était de plus en plus coupée de Paris. Le service régulier de train entre Paris et Rennes ne fonctionnait plus, mais les trains entre Rennes et Dinard circulaient selon l'horaire. La distribution des journaux et du courrier était irrégulière. Les appels téléphoniques privés étaient interdits. On ne pouvait envoyer des télégrammes qu'avec la permission des autorités. Les autorités locales et la population française montraient des signes de nervosité et il y avait même des gens pris de panique. A Saint-Malo, par exemple, on mit le feu à de grands réservoirs remplis de carburant – pourtant bien nécessaire – pour éviter qu'il ne tombent aux mains des Allemands, qui étaient cependant encore bien loin. Des colonnes de fumée noire bouchaient l'horizon dans la direction de Saint-Malo, à dix kilomètres de là. La population se trouvait maintenant sans essence ni kérosène.

Des résidents excités croyaient voir des parachutistes allemands. On envoyait des volontaires combattre les envahisseurs, mais en général leurs adversaires n'étaient que des vaches dans les pâturages. C'était une période troublée ; les voyageurs devaient faire doublement attention de ne pas éveiller la suspicion, on les aurait accusés d'être des agents de la « Cinquième colonne » allemande.

Après que le gouvernement eut abandonné Paris pour Bordeaux, la panique s'amplifia, donnant le signal d'un exode massif. Sans comprendre ou demander pourquoi, les gens couraient parce que leurs voisins couraient. Les routes qui s'éloignaient de la capitale étaient encombrées de voitures, de camions, de bicyclettes et même de charrettes tirées par des chevaux. Les réfugiés étaient mêlés aux colonnes des troupes en retraite, entravant leurs mouvements. Les encombrements étaient tels que les automobilistes étaient bloqués pendant des heures, sinon des jours. Beaucoup tombaient en panne sèche, ils abandonnaient leur voiture et continuaient à pied. Les trains de voyageurs ne circulaient pas parce que les wagons étaient dirigés vers le Midi pour ne pas tomber aux mains des Allemands.

Nous étions particulièrement inquiets au sujet de la situation à Paris parce que notre fils aîné y faisait ses études. Dans sa confusion, le gouvernement déclarait tantôt qu'il défendrait Paris rue par rue, tantôt que Paris serait déclaré ville ouverte.

Pendant ces temps troublés, coupés du reste du monde, le grand-duc et certains de ses proches passaient des heures sur la plage de Salinette pour atténuer l'angoisse. Lorsque le gouvernement abandonna Paris le 10 juin, nous décidâmes, ma femme et moi, de demander à notre fils de revenir à la maison. Les lignes de téléphone et le télégraphe étaient encombrés, le courrier capricieux, nous ne pûmes donc le joindre que grâce à la bienveillance de mon ami, le commissaire de Saint-Malo, qui avait officiellement accès au téléphone et qui transmit personnellement mon message à Paris en demandant de le communiquer à mon fils.

Chaque heure rapprochait les troupes allemandes de Paris et aussi de notre région. Les trains de Rennes à Dinard arrivaient deux fois par jour, quoique irrégulièrement, si bien que deux fois par jour, nous allions à pied à la gare de Dinard, avec l'espoir de voir arriver notre fils. La distance était de huit kilomètres. Wladimir Kirillovitch ne pouvait pas nous y conduire en voiture à cause de la pénurie d'essence. Pour la même raison, ni les autobus ni les taxis ne marchaient.

Trois jours s'écoulèrent sans nouvelles de notre fils et je décidai d'aller retrouver le commissaire. Quand il nous vit entrer dans son bureau, il s'exclama en souriant : « Je sais

pourquoi vous êtes ici. Rassurez-vous, il y a quelques minutes, votre fils m'a téléphoné de Rennes pour me dire qu'il arrivera à Dinard ce soir. » Nous étions au comble du soulagement et de la joie. Ce soir-là, le grand-duc nous conduisit à la gare de Dinard. Comme nous approchions de la gare, nous vîmes notre fils qui venait à notre rencontre. Lorsqu'il avait reçu notre message lui demandant de rentrer à la maison, avec deux amis étudiants, il s'était procuré des bicyclettes. Ils étaient partis le lendemain à l'aube. Le voyage avait été sans histoire jusqu'à Versailles, mais au-delà, les routes étaient bondées de voitures qui roulaient par à-coups pare choc contre pare choc. Les cyclistes devaient rouler sur le bas-côté, par moments en poussant leurs bicyclettes au milieu des autos. Vers le soir, ils avaient atteint Chartres, à environ cent kilomètres de Paris. La ville débordait de réfugiés qui s'entassaient dans les écoles, les églises, les hôtels, les restaurants et les cinémas, dormant à même le sol. Le lendemain matin, ils avaient réussi à monter dans un train qui allait à Rennes et qui faisait partie des convois évacués vers la province. Avec le train, ils avaient parcouru le reste de la distance, soit deux cents kilomètres, en deux jours.

Des éléments de la 18<sup>ème</sup> armée allemande, sous les ordres du général Koechler, occupèrent Paris le 10 juin 1940. L'effet sur la population française, de même que sur les émigrés russes habitant la France, fut si déprimant que la vie normale du pays s'arrêta presque instantanément.

Le 15 juin 1940, on apprit que les Soviets avaient occupé l'Estonie et la Lettonie. C'était une terrible tragédie pour la majorité des citoyens de ces pays, et plus encore pour les Russes qui y vivaient. Tous les habitants de l'Estonie et de la Lettonie devinrent automatiquement des citoyens soviétiques et ils risquaient par conséquent l'arrestation, la prison, les camps de travail en Sibérie, sans parler de la torture et de la souffrance indescriptibles.

Le 16 juin, la radio nous apprit que le Premier ministre Reynaud avait démissionné et que les pouvoirs avaient été transmis au maréchal Pétain. Le nouveau gouvernement s'installa à Vichy. Le premier geste de Pétain fut de demander un armistice à Hitler. L'armistice fut signé le 22 juin 1940. Ce même jour, nous vîmes le premier motocycliste allemand à Saint-Briac, bientôt suivi par des camions remplis de soldats. Les habitants restèrent chez eux, regardant furtivement les Allemands avec hostilité et appréhension. Un officier allemand ordonna au maire Dambreville de mettre à la disposition des Allemands les plus belles villas inhabitées ; elles allaient abriter le détachement de soldats qui devait occuper notre région.

Une nouvelle phase de la période militaire avait commencé pour nous. Nous avons immédiatement rencontré des problèmes financiers parce que toutes les banques avaient suspendu les opérations une semaine avant l'arrivée des Allemands, sans avertissement préalable. Tous les transferts d'argent en provenance de l'étranger étaient bloqués. Le service postal avait cessé. Nous devions nous contenter d'attendre que les banques et la poste reprennent leurs opérations. Personne ne savait combien de temps cela prendrait. En fin de compte, nous fûmes obligés de faire face à la situation de notre mieux pendant les cinq mois qui suivirent, réduisant nos dépenses au strict minimum. C'était à moi qu'incombait en grande partie la tâche de se procurer de l'argent.

Les autres Russes de Saint-Briac, ainsi que le Lycée russe, n'étaient pas mieux lotis. Il n'y avait aucune raison de garder les enfants à Saint-Briac après l'occupation, en particulier parce que le gouvernement ne distribuait plus d'aliments secs, si bien que vers le 20 juillet, tous les réfugiés russes et les enfants furent ramenés à Paris. Le grand-duc Gabriel, sa femme et sa belle-soeur partirent aussi. Nous avons beaucoup regretté leur départ. Nous nous retrouvions à nouveau tout seuls à Saint-Briac.

Les autorités locales d'occupation ne se souciaient pas plus du Grand-duc que de moi. Ils ne faisaient aucune différence entre lui et les autres résidents ; ils ne firent aucun geste de courtoisie envers lui. L'officier commandant la région, par exemple, avait donné au grand-duc l'autorisation temporaire de conduire sa voiture et de se procurer une quantité limitée d'essence, mais lorsque je suis allé demander une prolongation de l'autorisation, il refusa catégoriquement en disant qu'il ne voyait pas pour quelle raison le grand-duc conduirait sa voiture puisqu'il ne travaillait pas. De même, lorsque le grand-duc demanda l'autorisation de

se servir de son voilier dans les limites de la baie de Saint-Briac, le commandant rejeta grossièrement sa requête, en disant qu'il ne voyait pas pourquoi il ferait une exception pour le grand-duc simplement parce qu'il était un grand-duc.

Autrement dit, tous les commandants de notre région, y compris celui de Saint-Briac, ne voyaient pas la nécessité de prêter attention à la présence du grand-duc ni de le distinguer du reste de la population.

Nous évitions de rechercher des privilèges spéciaux, parce que, s'ils avaient été accordés, les Français auraient pu devenir soupçonneux quant à la position politique du grand-duc. Il eût été en effet peu sage de prêter le flanc à la méfiance, car nous ne savions pas quelle orientation la guerre allait prendre.

Nous rencontrions des difficultés de tous les côtés. Pendant l'été, en temps normal, nous pouvions profiter de la plage, mais même là, des restrictions entrèrent en vigueur. La plus grande partie de la côte fut bientôt décrétée hors limites pour les habitants parce que les Allemands étaient en train de construire toutes sortes de fortifications. Ne voulant pas nous attirer des ennuis, nous allions à la plage de Salinette dont l'accès était permis. Assis sur la plage, nous regardions les soldats allemands nager et jouer au ballon. Ils évitaient les contacts avec la population locale et ils avaient une attitude discrète et correcte. Leurs supérieurs essayaient de leur procurer des distractions ; un restaurant fut ouvert au club de tennis et des soirées dansantes furent organisées. Des jeunes filles de la ville furent invitées, mais peu répondirent, craignant d'être frappées d'ostracisme par leurs compatriotes, à la suite de quoi, les Allemands firent venir des prostituées d'ailleurs. Elles étaient logées dans une villa qui leur était réservée et où on les approvisionnait en nourriture, en vin et autres nécessités. Des orgies avaient lieu quotidiennement au vu et au su des autorités. L'indignation des habitants laissait les Allemands indifférents. On voyait rarement les filles sortir de la villa parce que, prudentes, elles évitaient de se trouver confrontées aux mères de famille du cru.

Après avoir terminé l'occupation de l'Europe occidentale, les Allemands se concentrèrent sur l'Angleterre. En réalité, en parlant de la guerre, ils disaient « la guerre contre l'Angleterre ». Leur stratégie était double : d'abord la destruction des approvisionnements venus d'Amérique sans lesquels l'Angleterre ne pouvait combattre ni même espérer survivre - c'était la guerre sous-marine - ensuite, les raids aériens, concentrés au début sur les régions industrielles, mais très vite étendus aux villes vouées à la destruction. La guerre sous-marine remporta beaucoup de succès au cours de l'année 1940 : les navires transportant les approvisionnements furent coulés par centaines. Les Allemands étaient convaincus que si la guerre sous-marine continuait à cette allure, l'Angleterre serait mise à genoux et demanderait la paix. Les raids aériens quotidiens au-dessus de l'Angleterre commencèrent le 10 août 1940. Sans pitié, les Allemands ne se souciaient aucunement du sort des civils. Mais l'Angleterre résista. En dépit des destructions et des pertes humaines terribles, elle augmentait son armement. Sa résistance intraitable devint de plus en plus évidente aux yeux des Allemands qui furent forcés par le cran des Anglais d'abandonner leur plan initial qui était de débarquer en Angleterre en 1940.

A Saint-Briac, nous pouvions observer les préparatifs du débarquement en Angleterre. Les soldats s'entraînaient à débarquer sur la grande plage près de Saint-Lunaise. Un jour, alors que je me promenais sur la grand-route qui borde cette plage, je vis qu'elle était entourée d'un cordon de policiers allemands qui en interdisait l'accès et, sur la plage, des soldats en armes s'embarquaient dans des bateaux. Plusieurs barges attendaient au large, non loin de là. Il y avait des officiers et de véhicules partout sur la plage. J'appris plus tard que le principal partisan de l'invasion de l'Angleterre, le Reichsmarschall Goering, assistait à ces manœuvres.

Le 27 juillet 1940, on apprit que Hitler avait adressé un ultimatum à la Roumanie lui sommant de devenir un protectorat allemand. Sans même attendre que le temps accordé par l'ultimatum fût écoulé, ou que le gouvernement roumain eût répondu, les troupes allemandes envahirent le pays. Ce fait nouveau avait une grande signification pour nous à cause des liens de famille entre le grand-duc et le roi de Roumanie et parce que nous dépendions financièrement de celui-ci. L'entrée de la Roumanie dans l'orbite allemande

pouvait faciliter nos contacts avec elle et permettre ainsi la reprise du soutien financier dont nous avons un si grand besoin.

Les relations avec l'Allemagne furent aussi rétablies. Le grand-duc pouvait maintenant communiquer avec ses soeurs et demander à avoir accès à son capital retenu dans une banque allemande. L'avocat du grand-duc, N.G. Niedermiller, s'était occupé de cette question, mais venir à bout de la procédure administrative n'était pas chose facile. Jusque-là, les administrateurs allemands avec lesquels il était entré en contact avaient déclaré que le problème dépassait le domaine de leurs compétences, mais maintenant, il pouvait entrer en relations avec un administrateur désireux de coopérer. Après six mois d'efforts, le grand-duc reçut finalement l'autorisation d'utiliser, avec quelques restrictions, les intérêts de son capital. Puis il fallut attendre la mise au point de la procédure pour transférer l'argent. Comme des dispositions spéciales avaient été prises pour obtenir d'avoir accès à l'argent, il fallait aussi examiner de manière spéciale les modalités de transfert, ce qui prenait du temps. Le problème de l'argent tardait tellement à trouver sa solution que nous avons toutes les peines du monde à joindre les deux bouts.

Avec la fin de l'été et l'approche des jours sombres et pluvieux, le grand-duc s'ennuyait de plus en plus. Les occupations de base de la vie quotidienne, c'est-à-dire se procurer des produits alimentaires et les autres choses nécessaires, devenaient de plus en plus difficiles parce que les certains produits essentiels étaient rares, en particulier le combustible. On ne livrait plus de charbon, si bien que toute la région autour de Saint-Briac en manquait. En plus du chauffage, toutes nos cuisinières fonctionnaient au charbon ou au bois. Il n'y avait jamais eu le gaz à Saint-Briac. Il nous fallait faire le tour des fermes et mendier auprès des fermiers des troncs d'arbre que nous devions ensuite débiter nous-mêmes. Nous achetions aux fermiers des poulets et des canards que nous élevions ensuite nous-mêmes. On trouvait du sucre, du beurre, du riz, du café, mais très chers au marché noir et en courant des risques. Emil Ludvigovitch possédait une excellente ferme et il ne manquait presque de rien. Comme il était citoyen suédois, il réussit à repousser toutes les tentatives faites par les Français ou les Allemands pour s'emparer de sa ferme.

Le grand-duc fut très content quand, au début de septembre, il reçut une invitation de E.L. Nobel et de la famille Senutovitch à venir passer quelque temps dans leur propriété de Langueil près de Dieppe. Wladimir Kirillovitch ne perdit pas de temps pour faire les préparatifs nécessaires. Il rejoignit les Senutovitch à Paris. Je l'y accompagnai...

Le 2 octobre 1940, un des officiers de sécurité dut retourner à Paris ; le capitaine Rausman resta donc tout seul. Il était logé dans la villa du grand-duc. Le 9 octobre, on nous informa que l'école de mon fils aîné reprenait ses cours, si bien qu'il partit immédiatement à Paris.

Le grand-duc revint de Langueil le 10 octobre. Il était accompagné de E.L. Nobel qui repartit à Paris le jour même.

Le 21 octobre, le professeur Zaïtsev vint faire une de ses visites régulières pour ses cours. Il repartit le 27 octobre au soir. Cette fois-là, les cours avaient eu trait à un problème opérationnel de guerre, le choix du positionnement des troupes dans diverses conditions topographiques.

Ce même 21 octobre, la mairie fit diffuser l'annonce que le commandant allemand avait décidé un couvre-feu pour tous les habitants, de 11 heures du soir au lever du soleil, pendant lequel ils devaient rester à l'intérieur de leur maison. Les Allemands donnèrent aussi des ordres selon lesquels tous les citoyens des pays ennemis autres que la France devaient quitter immédiatement la zone côtière et s'installer à l'intérieur des terres. Dans la région de Saint-Briac, les étrangers appartenant à cette catégorie étaient uniquement des Anglais, qui étaient, pour la plupart, partis depuis longtemps. Une mère britannique et sa fille qui, pour une raison quelconque, étaient restées à Dinard, faisaient exception. La fille s'appelait Diana Ledgert. C'étaient des amies de longue date de la famille impériale. En dépit des efforts qu'elles firent pour rester, elles furent forcées de partir immédiatement pour Dinan, petite ville pas très éloignée de la côte.

En novembre, nous apprîmes de Paris que Kasem-Beg et plusieurs autres membres du Parti Mladross, ainsi que six Russes employés des grands magasins de la

« Samaritaine », avaient été libérés d'un camp de concentration français. Ils avaient été arrêtés par la police française en mars 1940 et étaient restés internés dans le camp pendant plus de six mois. L'un des Mladoross interné, le colonel de cosaques Tchaptchikov, vétéran de la Guerre civile russe et invalide, est mort dans le camp par suite de son mauvais état de santé<sup>2</sup>.

L'arrestation des membres du Parti Mladoross, soupçonnés d'entretenir des relations avec les Soviétiques, était compréhensible, mais l'internement des employés de la « Samaritaine » n'était aucunement justifié. Eux-mêmes pensaient que leur arrestation pouvait être attribuée à des dénonciations émanant de leurs collègues de travail français à la « Samaritaine », jaloux de l'estime que leur portait la direction et de leur promotion au poste d'« inspecteur ».

Le 11 novembre 1940, je reçus une carte du général Biskoupsky de Berlin. Le contenu concernait des questions familiales. Apparemment, Biskoupsky voulait indiquer qu'il n'y avait pas de changement dans sa situation. La carte portait plusieurs cachets de la censure.

Nous avons essayé, Wladimir Kirilovitch et moi, d'écrire aux grandes-duchesses Maria et Kira Kirillovna. Au bout de presque un an, nous avons reçu de brèves réponses. Le grand-duc avait eu indirectement des nouvelles de ses soeurs par une lettre de la princesse Sybilla de Stockholm. La princesse avait écrit que Kira Kirillovna avait eu un second fils et que les deux soeurs allaient bien.

Dans la nuit du 16 novembre, des avions anglais avaient bombardé le nouvel aérodrome allemand encore en cours de construction près de Dinard. A Saint-Briac, nous fûmes réveillés par les explosions. Selon de rumeurs tout à fait plausibles, des partisans, qui devaient plus tard être connus sous le nom de « Résistance française », avaient informé les Anglais de l'existence de l'aérodrome.

Au cours de la nuit du 20 novembre, nous fûmes réveillés trois fois par des tirs prolongés de DCA. C'était la première fois que nous entendions dans notre région ces canons répondre aux raids anglais.

Le 23 novembre, nous allâmes à Paris, le grand-duc et moi. Nous avons décidé de faire personnellement une tentative pour persuader les Allemands d'accélérer le transfert de l'argent du grand-duc car notre situation financière ne cessait d'empirer. Le grand-duc Gabriel, sa femme et mon fils nous attendaient à la gare. De-là, nous sommes tous allés au restaurant russe « Kornilov », où l'on servait encore de bons repas. Après le dîner, nous nous sommes rendus à l'hôtel Lancaster, où Wladimir Kirilovitch avait décidé de descendre.

Les étudiants français avaient fait une manifestation contre les soldats allemands. Les Allemands répliquèrent en fermant pour une période indéterminée tous les établissements d'enseignement supérieur. Comme son école d'ingénieurs était par conséquent fermée, mon fils était libre, si bien que le grand-duc l'invita à s'installer à l'hôtel avec nous.

Le 25 novembre, les grands-ducs Boris et André Vladimirovitch ainsi que le grand-duc Gabriel Constantinovitch, avec leurs femmes, invitèrent Wladimir Kirilovitch à déjeuner au restaurant « Kornilov ». Nous fûmes aussi invités, mon fils et moi. En dépit de tous les problèmes et de la pénurie de l'époque, les plats furent excellents et l'humeur très bonne. En un sens, c'était une réunion de famille. Hormis Gabriel Constantinovitch, les autres grands-ducs étaient opposés aux Allemands et leur sympathie allait aux Français. Boris Vladimirovitch, en particulier, en voulait aux Allemands.

Le même jour, Gabriel Constantinovitch et la princesse donnèrent un cocktail à 6 heures dans leur appartement pour donner à Wladimir Kirilovitch l'occasion de rencontrer le

---

<sup>2</sup> Correction par Vladimir C. Graf, fils de l'auteur :

« Dans ce passage, basé sur des informations officieuses, la comparaison avec les archives très minutieuses de Madame Mireille Massip, a fait ressortir certaines inexactitudes. Nous prions les lecteurs de tenir compte des remarques suivantes :

- Alexandre Kasem-Beg a été arrêté le 3 juin 1940 ;
- Il a été libéré après deux mois d'internement grâce à l'intervention d'amis ;
- Les deux autres Mladoross libérés étaient Alexandre Poutiatine et Constantin Chibanov. »



gouverneur civil allemand de Paris. Ils pensaient que, dans ces temps chaotiques, une telle rencontre pouvait être utile. L'ambiance fut tendue parce que les Allemands ne savaient pas bien quelle attitude adopter envers le grand-duc.

Lorsque nous avons quitté l'appartement de Gabriel Constantinovitch, il faisait nuit noire dans les rues. Les appartements avaient leurs volets fermés, les magasins n'étaient pas éclairés et les réverbères n'étaient pas allumés. Nous avons décidé de prendre le métro parce qu'il était impossible de trouver un taxi dans cette obscurité. Paris avait perdu sa gaîté et son animation habituelles. Tout paraissait vide, sombre et négligé. C'était triste en effet de voir des drapeaux allemands flotter sur les bâtiments occupés par l'administration allemande, des sentinelles allemandes monter partout la garde, la patrouille venant relever les sentinelles défilant sur les Champs-Élysées et quelques piétons français qui passaient en se hâtant, l'air préoccupé.

Le 27 novembre, le grand-duc assista à un dîner de bienfaisance donné au profit de l'École militaire russe de Versailles, dîner organisé par le grand-duc Gabriel Constantinovitch. Il avait lieu au restaurant « Kornilov », où la princesse avait pu réunir un nombre relativement important de gens fortunés. Après ce dîner très réussi, tout le monde fut invité au night-club « Schéhérazade ». Cette boîte de nuit avait consenti à faire don d'une partie des recettes de cette soirée à l'École militaire russe.

Nous sommes retournés, Wladimir Kirillovitch et moi, au « Schéhérazade » deux jours plus tard à l'invitation de ses oncles. Le « Schéhérazade » était le rendez-vous préféré des pilotes et des officiers sous-mariniers allemands auxquels leur base avait accordé des permissions de plusieurs jours pour qu'ils puissent aller se distraire. Leurs uniformes étaient impeccables, ornés des plus hautes décorations militaires, car parmi eux, il y avait les héros de la guerre les plus distingués. Chaque pilote avait fait de nombreuses sorties et avait abattu beaucoup d'avions ennemis et chaque sous-marinier avait coulé beaucoup de bateaux et escorté les navires de guerre des convois. Pour eux, la visite de Paris n'était qu'un répit, car, en retournant à leur base, ils risqueraient à nouveau leur vie au cours de leurs missions dangereuses.

Les propriétaires du « Schéhérazade » nous dirent que les Allemands buvaient surtout un mélange de bière et de cognac, ou même de champagne. Ce mélange enivrait très rapidement, mais, les deux soirs où je les ai observés, leur tenue a été parfaite. Ils avaient sur le visage un air d'indifférence, peut-être même de fatalisme, probablement dû à la conscience qu'ils avaient d'être constamment en danger et de risquer la mort. Leur humeur me rappelait celle de certains clients d'établissements du même genre en Russie avant la Révolution. Ces lieux étaient toujours bondés, on y buvait sec, mais peu de gens étaient ivres. On pouvait traduire leur humeur ainsi : « Nous essayons d'oublier – de toute façon nous avons peu à perdre. »

On peut se demander pourquoi les oncles de Wladimir Kirillovitch l'avaient invité au night-club « Schéhérazade ». L'explication était simple : il n'y avait aucun autre endroit où aller. Leur idée était de distraire Wladimir Kirillovitch après une longue période d'isolement à Saint-Briac, et alors qu'il allait y retourner sous peu. Il leur eût été difficile de lui offrir une distraction comparable chez eux. Le « Schéhérazade » était une boîte de nuit respectable où l'on trouvait le meilleur divertissement musical et vocal. Il faut aussi noter que les exécutants étaient russes et que les propriétaires étaient deux anciens officiers connus de Boris Vladimirovitch et de Gabriel Constantinovitch.

Le 30 novembre, les anciens officiers de la garde de sécurité de Saint-Briac donnèrent une réception en l'honneur du grand-duc au restaurant « Kiev », autre établissement russe. J'étais aussi invité. Ces officiers n'avaient été de service à Saint-Briac que peu de temps mais leur passage là-bas leur avait laissé une profonde impression. Ils s'étaient beaucoup attachés au grand-duc et ils espéraient reprendre leur service de garde après la guerre. Cette fête, ou plutôt cette « réunion » comme on l'appela plus tard, fut empreinte d'émotion. On sentait que ces officiers étaient sincèrement loyaux envers le grand-duc et la Dynastie. Assistèrent à cette réunion : le président du groupe d'officiers de la Garde de sécurité, le colonel Kolotinsky, et aussi le capitaine V. von Stuker, le capitaine I. Karsov, le colonel Korjenievsky, le cornette P. Zadamovitch, le capitaine de cavalerie B. Koukovsky, le colonel

V. Vetchinkine, le colonel B. Tretiakov, le capitaine de cavalerie N. Kloboukov, le capitaine de cavalerie D. Kologrivov, le colonel V. Hitrovo, le colonel Gortchkov ainsi que Romanov.

Le matin du 2 décembre, nous eûmes un visiteur à l'hôtel : le comte Otzenberger-Detail. Il venait faire une visite de courtoisie au grand-duc et m'inviter à déjeuner. Le comte Otzenberger-Detail était le Grand Maître de l'Ordre de Saint-Lazare. Cet ordre était une organisation strictement caritative. Son insigne était porté exclusivement par les membres de l'organisation. La décoration de Saint-Lazare avait été auparavant l'ordre dynastique royal de Bourbon, conféré exclusivement aux membres de la dynastie ou aux personnes désignées par le roi pour services insignes. Le chef de l'Ordre, ou, comme on l'appelait, le Grand Maître de l'Ordre était l'Infant de Bourbon, le duc de Séville François. Il décernait la décoration à des gens qui avaient fait des dons appréciables au trésor de l'Ordre, ou bien aux personnes de sang royal ou encore à des personnes occupant des postes élevés. Cette dernière attribution était probablement destinée à conférer du prestige à l'Ordre. L'Ordre avait été décerné par le comte le Otzenberger-Detail à sa majesté Kirill Vladimirovitch, au Chef de la Dynastie le grand-duc Wladimir Kirillovitch et au grand-duc Gabriel Constantinovitch. Même moi, j'avais reçu cet honneur.

Le comte Otzenberger m'avait rendu visite à Saint-Briac presque tous les ans. Il séjournait généralement quelque temps chaque année chez les parents de sa femme dans une ville de Saint-Servan, près de Saint-Malo. Otzenberger était un Alsacien allemand très agréable. Ce qui était moins plaisant, c'était qu'il adorait porter l'uniforme de l'Ordre, costume qu'il avait sans aucun doute dessiné lui-même. L'uniforme présentait quelque ressemblance à celui d'un amiral allemand. Dans la rue, les passants se retournaient pour le regarder et, au restaurant, les clients le fixaient avec étonnement, y compris les Allemands. Lorsque les Allemands quittèrent Paris, il eut beaucoup d'ennuis à cause de cette inoffensive mascarade. Ses voisins le dénoncèrent, prétendant que c'était un officier allemand et probablement un espion. Les Français l'arrêtèrent promptement et le mirent dans un camp de concentration où il tomba malade et mourut.

Ce même 2 décembre, le grand-duc reçut un autre visiteur – un certain Jerebkov. Il annonça au grand-duc que les Allemands (la Gestapo ?) l'avaient nommé « Leiter » (Chef) de l'émigration russe en France, poste comparable à celui occupé par Biskoupsky à Berlin. Jerebkov présenta au grand-duc une lettre de recommandation de son oncle, le général-écrivain éminent Krasnov, qui vivait alors en Allemagne. Jerebkov était quelqu'un d'assez agréable, la trentaine. Cela paraissait bizarre, cependant, que les Allemands n'aient pas pu trouver à nommer à ce poste quelqu'un qui eût mieux convenu – un émigré russe plus mûr et mieux connu, plutôt qu'un obscur danseur professionnel tel que Jerebkov. De toute façon, il nous fallait considérer que nous avons affaire à un membre du Parti national-socialiste et à un agent de la Gestapo. Jerebkov offrit au grand-duc son entière collaboration si cela s'avérait nécessaire. Profitant de cette offre, je dis à Jerebkov que nous souffrions à Saint-Briac du manque de combustible, de charbon en particulier. J'ajoutai qu'il était souhaitable que les autorités locales délivrent des bons d'essence pour l'auto du grand-duc. Jerebkov promit de s'en occuper. Nous nous séparâmes en bons termes.

Le 3 décembre 1940, le grand-duc reçut un appel téléphonique de Diana Ledgert, la fille de la dame anglaise qui habitait à Dinard et dont j'ai déjà parlé. Elle lui annonça que sa mère et elle devaient être envoyées le jour même dans le camp d'internement pour les sujets britanniques à Drancy, près de Paris. Elle implora Wladimir Kirillovitch d'intervenir afin que sa mère et elle continuent à vivre en liberté. Wladimir Kirillovitch était vraiment bouleversé par ces événements. Mais que pouvait-il faire pour aider ces pauvres Anglaises ? La mesure n'était pas dirigée contre elles personnellement, mais elle concernait tous les ressortissants des pays ennemis, selon la loi internationale.

Ce soir-là, Wladimir Kirillovitch fut invité à dîner par l'ambassadeur d'Albanie, homme d'affaires français richissime. Le roi Zog régnait alors en Albanie. Nous avons pris un taxi pour aller chez l'ambassadeur dont la demeure se trouvait dans une des rues qui donnent dans l'avenue Henri-Martin. N'étant jamais allé dans ce quartier de Paris, nous étions incapables d'aider le chauffeur à trouver la maison. Après avoir tourné un peu, nous avons trouvé la bonne maison. L'ambassadeur vivait dans un luxe extrême. Son appartement était

magnifiquement décoré, sa table mise d'une façon exquise. Grâce à son poste diplomatique, l'ambassadeur pouvait se procurer nourriture et vin sans restriction. Il nous servit un dîner splendide. Tous les valets albanais semblaient excessivement troublés, en particulier l'attaché militaire qui portait un uniforme exotique. D'après un échange animé entre l'ambassadeur et l'attaché militaire, nous avons deviné qu'on s'attendait à ce que le roi Zog quittât l'Albanie d'un moment à l'autre. Cette soirée extrêmement plaisante fut un des épisodes les plus intéressants de notre séjour à Paris.

Je reçus une invitation de la princesse Oldenbourg le 4 décembre. La princesse était née Serebriakova. Son mariage avec Piotr Nicolaevitch Oldenbourg n'avait duré que peu de temps, elle était vite devenue veuve. Le prince appartenait à la branche russe des princes Oldenbourg. Il avait toujours été en mauvaise santé. C'était quelqu'un de très insipide, au contraire de son père, homme énergique et remarquable. Très populaire en Russie, son père avait été responsable de la santé publique. Il avait amélioré les hôpitaux, construit des stations thermales (en particulier, la station très appréciée de Gagra sur la mer Noire, dans le Caucase) et, pendant la Première Guerre, on lui avait confié la responsabilité des hôpitaux de campagne, de l'évacuation des blessés et de tout de qui s'y rattachait.

La princesse Oldenbourg était extrêmement loyale envers la Famille impériale et c'était au fond une dame très aimable. Son point faible était sa tendance à se vanter de son état de veuve d'un homme de rang royal. Elle voulait que vous sachiez qu'elle aussi, par conséquent, était une personne ayant rang royal et aucunement inférieure aux membres de la Dynastie des Romanov. Elle s'indignait de voir que les dames qui l'avaient connue à Saint-Pétersbourg sous le nom de Serebriakova se moquaient d'elle. Elle attachait beaucoup de prix à être appelée « Tante » par Wladimir Kirillovitch, comme c'était l'usage au sein des familles royales en marque de déférence envers une dame plus âgée. Wladimir Kirillovitch s'y refusait. Mal conseillée, la princesse se considérait comme « une personne politiquement bien informée », très au courant de tous les secrets politiques.

Elle était devenue Uniate (c'est-à-dire qu'elle avait abandonné l'orthodoxie pour devenir catholique) ; elle allait tous les ans à Rome assister aux audiences papales, ce qui, à ses yeux, lui donnait encore plus d'importance et de mystère. Comme elle avait de la sympathie pour moi, et aussi parce qu'elle considérait que mes liens étroits avec la famille impériale pouvaient lui être utiles, elle insistait pour que je lui rende visite chaque fois que j'étais à Paris. A son invitation, elle ajoutait toujours : « Ne manquez pas de venir. Nous prendrons le thé et nous bavarderons, j'aurai beaucoup de choses intéressantes à vous dire. » Elle louait un appartement dans des pensions très chères dans le quartier « Audela » (Arc de Triomphe) de Paris. Chaque fois que j'avais le temps, j'allais la voir. Si elle découvrait que j'étais venu à Paris sans lui rendre visite, elle m'écrivait à Saint-Briac pour me dire qu'elle était déçue que je ne sois pas allé la voir parce qu'elle avait beaucoup de choses importantes à me dire.

Le 4 décembre, elle me demanda de venir parce qu'elle « avait une question secrète et importante à discuter avec moi ». Sachant par expérience ce qu'étaient les « questions importantes » de la chère princesse, je ne m'attendais pas à apprendre quoi que ce fût présentant un réel intérêt. Quand je m'installai dans un fauteuil, la princesse alla à la porte, l'entrouvrit pour jeter un regard furtif dehors puis la ferma énergiquement. « Vous comprenez, dit-elle, quelqu'un pourrait essayer d'écouter. » Puis elle s'assit et, à voix basse, elle commença à me raconter que la femme du Reichsmarschall Goering était à Paris et qu'elle, la princesse, l'avait rencontrée (comment cela pouvait-il être un secret ?) et qu'elle avait déjà été invitée plusieurs fois à prendre le thé chez Goering à Herten. C'est ainsi que la princesse avait rencontré le Reichsmarschall. Au cours de leur conversation, il fut dit que Goering était à Paris pour affaires privées, pour acheter des oeuvres d'art, des tableaux rares et des antiquités. Goering se serait conduit très correctement avec la princesse. Elle était tout à fait satisfaite d'avoir fait la connaissance de ces personnes et elle avait l'impression que les deux Goering avaient été gentils envers elle. A la suite de ces événements, elle me chargeait de dire au grand-duc que, s'il avait à traiter des affaires importantes avec les Allemands, il devrait profiter des bonnes relations qu'elle entretenait avec les Goering. Les affaires importantes, à ses yeux, cela incluait aider le grand-duc à

renverser Staline et à restaurer la monarchie. Elle offrait aussi d'aider Wladimir Kirillovitch à être admis dans une université allemande avec le soutien de Goering.

Le soutien de Goering pouvait certainement être utile dans beaucoup de situations concrètes, mais pas en ce qui concernait les questions politiques au sens large. En effet, les problèmes politiques importants étaient traités par Hitler lui-même. Goering était seulement consulté et encore, pas dans tous les cas. Des bruits couraient sur la divergence de vues et une tension grandissante entre Hitler et Goering. De plus, sceptique quant à la confiance qu'on pouvait avoir en la princesse, je n'aurais jamais osé la mêler à des affaires importantes. Il fallait croire la princesse sur parole quand elle disait qu'elle était en bons termes avec la femme de Goering et que Goering était bien disposé envers elle ; on pouvait même douter que cela fût vrai. Avec ces pensées en tête, j'assurai la princesse que je transmettrais le message au grand-duc et la tiendrais au courant. C'est alors que nous nous séparâmes. Pour une fois, il se trouvait que la « question importante » de la princesse était intéressante.

Mis au courant, le grand-duc me chargea d'informer la princesse qu'il n'avait pour le moment aucun problème requérant son aide, mais que, si l'occasion s'en présentait, il ferait appel à elle. Il déclina aussi très courtoisement son offre d'assistance pour ce qui était d'une admission dans une université allemande. La princesse fut terriblement déçue. Elle pensait que laisser passer l'occasion d'utiliser ses relations avec Goering était une erreur, tout spécialement parce qu'elle était convaincue que les Allemands allaient devenir les maîtres de l'Europe.

Le 6 décembre 1940, nous sommes retournés à Saint-Briac, le grand-duc et moi, remplis d'impressions nouvelles et bien détendus. Nous sommes rentrés en passant par Saint-Malo et il nous fallut prendre le bac pour traverser la baie de Dinard. Le matin de notre arrivée, une violente tempête soufflait et les communications avec Dinard étaient interrompues. Nous avons attendu six heures que les bacs puissent reprendre leur service. Nous ne sommes arrivés à la maison que vers le soir. Bien que nous fussions isolés à Saint-Briac, c'était cependant agréable de se retrouver chez soi. Paris sous l'occupation allemande n'était pas du tout attirant.

Le 10 décembre 1940 l'avocat du grand-duc, N.G. Niedermiller, nous annonça que l'argent avait été finalement transféré de la banque allemande à une banque à Paris, d'où il serait envoyé soit dans une banque de Rennes soit dans une banque quelconque plus près de Saint-Briac. En effet, le lendemain, le grand-duc fut informé par la banque que son argent était arrivé et qu'il pouvait venir le toucher à tout moment. Le lendemain, il prit possession de la somme sans aucune difficulté. Nos épaules étaient déchargées d'un lourd fardeau parce que maintenant Saint-Briac pouvait exister sans dépendre des autres.

Le 18 décembre, le grand-duc partit pour Château Langeuil, propriété des Nobel et des Senutovitch où il était invité pour Noël.

Je restai seul avec ma famille à Saint-Briac. Nous avons, ma femme et moi, la consolation d'avoir avec nous notre fils aîné, Volodia ; les Allemands maintenaient la fermeture des établissements d'enseignement supérieur de Paris. Mais voilà que, la veille de Noël, le directeur de l'École d'ingénieurs nous annonça que, comme cadeau de Noël, les Allemands avaient réouvert les établissements d'enseignement et que les cours reprenaient immédiatement. Volodia partit pour Paris le jour même.

Le 9 décembre 1940, les Anglais avaient bombardé à nouveau l'aérodrome de Dinard. Nous avons été réveillés par de violentes explosions et le bruit des canons de la DCA. Selon les ouvriers français qui travaillaient à l'aérodrome, le bombardement avait causé de sérieux dommages.

Le même jour, le dernier officier de la Garde de sécurité, le capitaine de cavalerie Rausman, quitta Saint-Briac pour reprendre son travail normal.

